la cgt retraités

ucr-actualités

bulletin d'information trimestriel de la cgt retraités

En décembre, par milliers, Paris, nous serons là !

31 mars, 1er octobre, 5 octobre et lors de toutes les actions dans la santé, les services publics, les entreprises, en territoire, dans la rue, devant les préfectures, en manifestations, en rassemblements, dignes, mais en colère, les retraités ont scandé leurs exigences d'un bien vieillir.

Face à l'arrogance de ces « grands » du Cac 40 qui étalent leur fortune, face aux médias qui filtrent l'information, qui distillent la peur, qui stigmatisent les populations, face à ce gouvernement qui utilise la pandémie pour casser les conquêtes sociales, pour brider les libertés individuelles, pour réduire les retraites et pensions, les retraités sont debout.

Le patronat et le gouvernement s'acharnent à culpabiliser et traiter de nantis les retraités. Ils ne veulent pas entendre leurs revendications, alors il va y avoir du bruit. Un bruit assourdissant, aux couleurs de la Cgt.

La retraite, nous l'avons gagnée ; nous avons cotisé tous les mois pour nous assurer un revenu décent. La retraite, c'est une conquête sociale.

Le 1er octobre, les retraités ont fait entendre leurs revendications sur l'ensemble du territoire, en 136 points de rassemblement.

Augmenter les retraites, les pensions, c'est juste et c'est possible. Avoir une vie de retraités digne et sereine, c'est juste et c'est possible.

Rien ne doit pouvoir arrêter notre volonté d'être la Cgt unie, de classe, mais aussi de masse, c'est à nous tous de la porter.

Se convaincre que tout est possible, c'est se convaincre que l'on peut gagner en exigeant : une Sécurité sociale du XXIe siècle, des services publics de proximité, le droit à la culture, aux sports, aux voyages, aux loisirs, que les revendications soient prises en compte. Oui, nous avons le droit d'être exigeants et de vouloir le mieux pour nous et nos familles.

Montrons aux vrais nantis que nous sommes debout et combatifs. Nous l'avons déjà fait en 2014, nous le referons. Unis et solidaires, nous pouvons gagner. Alors, oui, soyons utopistes, soyons porteur d'espoir, cassons la spirale du fatalisme et de la régression sociale.

En décembre, on va nous voir ! En décembre, on va nous entendre !

Mireille Paume

SOMMAIRE

Édito : En décembre, par milliers, Paris, nous serons là !

Deux campagnes... : Pour donner la parole aux retraités p. 2

Formation syndicale : Apprendre, quoi de plus naturel p. 3

Cuba : Un système de santé et de prévention au service des peuples p. 4

Fête de l'Humanité : Stand UCR-CGT - *Vie nouvelle*, un succès p. 5

Infos et brèves p. 6

N° 273 - OCTOBRE-NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2021 - Trimestriel - Prix : 2,50 € - ISSN 0248-0026

DEUX CAMPAGNES…

Pour donner la parole aux retraités

source : vpourverdict.com

L'UCR-CGT, avec son espace revendicatif, en lien avec la Confédération, initie deux campagnes en direction des retraités.

Les comptes rendus de la Commision exécutive de l'UCR du 8 septembre dernier et de l'espace revendicatif donnent les premières notes sur le déroulement et le lancement de ces campagnes.

L'UCR se veut à l'offensive sur ces questions en lien avec les revendications. Dans le même temps, elle initie une grande manifestation, à Paris, début décembre. Les deux campagnes doivent servir à la mobilisation.

DE QUOI AI-JE BESOIN ? QUE ME FAUT-IL POUR VIVRE ?

Il est apparu au fil des rencontres avec les structures que la nécessité de parler ouvertement du montant des pensions et des retraites se faisait de plus en plus pressante. En effet, face à l'offensive agressive du gouvernement sur le soi-disant bien-être des retraités, la déculpabilisation ne peut se faire que par la mise en lumière de la réalité que vivent les retraités, aujourd'hui.

Quel que soit son montant, la retraite ou la pension n'est que le résultat des années de cotisations versées aux différentes caisses durant les années de travail.

Pour l'UCR-CGT, il est indispensable que le niveau de vie soit maintenu à la retraite. Il ne peut être question de le voir baisser, au prétexte que l'on aurait moins de besoins.

Il n'est pas non plus question d'opposer les « petites retraites » aux retraites que l'on pourrait qualifier de satisfaisantes, ni même invectiver ceux qui toucheraient plus que les salariés actifs de la même profession.

Le problème n'est pas le niveau des retraites ou des pensions, mais bien le niveau des salaires actuels.

Dans la conception de la campagne, sont pris en compte, aussi, les besoins en matière d'infrastructures, de services publics, de soins… tout ce qui permet de bien vivre la retraite.

UN BULLETIN DE PENSIONS DE RETRAITES POUR TOUS LES RETRAITÉS

Cette campagne va se dérouler en plusieurs phases, avec un matériel spécifique en direction des structures. Une carte pétition, en cours d'élaboration, va être proposée.

Comment connaître le montant de sa retraite de base, de sa retraite complémentaire ? Comment connaître le montant des cotisations sociales, si ce n'est uniquement par le biais d'internet ?

Avoir un bulletin de pension de retraite, c'est une question de démocratie et de citoyenneté, c'est le droit à l'information. 30 % des retraités n'ont pas recours au numérique, pour diverses raisons. Chacun doit pouvoir accéder à la vérification de ses ressources.

Pour les salariés, nous avons encouragé la compréhension des bulletins de salaires et la signification des différents prélèvements. En tant que retraités, nous voulons, nous aussi, pouvoir analyser, comprendre nos pensions et retraites ainsi que les prélèvements qui y sont rattachés.

Une campagne de communication accompagnera ces deux initiatives avec des outils pour aller à la rencontre des syndiqués, des retraités, pour parler d'eux et de leurs besoins.

Ne laissons pas de quelconques chroniqueurs, spécialistes ou autres, prendre la parole à notre place.

Cathy Tran-Phung Cau
Mireille Paume

source : dailymotin.com

FORMATION SYNDICALE

Apprendre, quoi de plus naturel

À la Cgt, être retraité, ce n'est pas uniquement payer ses cotisations. Les syndiqués retraités ont les mêmes droits que les actifs : participer à la vie démocratique (donner son avis, débattre, préparer et participer aux congrès, etc.), se former dans l'organisation syndicale, recevoir les informations et publications CGT (*Ensemble, Vie nouvelle*, les bulletins d'UFR ou d'USR).

Depuis la naissance, nous n'arrêtons pas d'apprendre. Que ce soit pour parler, marcher, lire, écrire, vivre en société, tisser des liens et relations, travailler, philosopher, nous avons besoin de savoirs, de savoir-faire ou de savoir-être. C'est identique pour lutter, revendiquer, militer.

Toutes les formations organisées par la Cgt sont accessibles aux retraités syndiqués. Il existe deux modules spécifiques pour les retraités et futurs retraités :

- Découvrir le syndicalisme retraité. Deux jours destinés à tous, futurs ou nouveaux retraités.
- Participer à la vie syndicale retraitée. Trois jours destinés aux collectifs militants, professionnels, en territoires.

Ces deux modules sont organisés par les Fédérations et Unions départementales.

Pour convaincre un voisin ou un ami qu'il faut lutter pour améliorer notre système de retraites, il faut des informations, des arguments, des analyses. Et cela ne tombe pas du ciel. Pour mobiliser son quartier, il faudrait sans doute le faire avec d'autres, organiser une réunion, préparer une intervention, écrire un tract, savoir répondre à des problèmes ou questions posés par les habitants… Parfois, on a tout simplement besoin de comprendre le positionnement de la Cgt en ce qui concerne l'énergie, les transports, la sécurité, le monde du travail ou un projet de loi.

RETRAITÉS, POURQUOI SE FORMER ?

Se former, c'est s'ouvrir à de nouveaux horizons. Quoi de mieux pour augmenter la qualité de vie des retraités ?

Chaque syndiqué a sa place dans l'organisation, tout comme l'organisation a besoin de tout le monde pour être plus forte et plus efficace. Nous avons besoin de syndiqués pour être plus nombreux à défendre les intérêts des retraités et des salariés et nous avons besoin de garder les syndiqués qui arrivent à la retraite. Nous devons travailler ensemble, actifs et retraités, au renforcement de notre organisation ; cela passe aussi par la continuité syndicale et la syndicalisation des retraités.

Alors, n'hésitez plus, participez à une formation CGT.

Evelyne Bajard
Espace formation

© Vienouvelle-BY

Se former est un droit pour les syndiqués, même retraités. Des modules spécifiques sont régulièrement organisés.

CUBA

Un système de santé et de prévention au service des peuples

Cuba n'a pas la bombe atomique, n'est pas une plaque tournante de la drogue, ne forme pas de terroristes, ne menace pas militairement d'autres pays… Pourtant, Cuba subit un blocus total, économique et commercial, depuis 1962 !

Source ubacoop.org

Beaucoup de Français pensent que le blocus fut levé par Obama, il n'en est rien ! En 2019, 187 pays ont voté contre le maintien du blocus. Seul 3 pays se sont prononcés pour le blocus : les États-Unis, Israël et le Brésil.

Le système de santé cubain est basé sur la formation des personnels, des polycliniques communautaires publiques, la prévention, l'accès égalitaire pour tous, la solidarité internationale. De nombreux experts internationaux s'accordent à reconnaître l'efficacité de ce système de santé.

AIDE PRÉCIEUSE

Cuba a, malgré le manque de moyens matériels (médicaments, masques, respirateurs, gel), apporté une aide précieuse à plusieurs pays durant la crise sanitaire. Le corps médical cubain s'est rendu dans plus de 60 pays, y compris en Italie et en Andorre.

Lors du sommet virtuel, Unis contre la Covid-19, convoqué par l'Azerbaïdjan en sa qualité de président en exercice du mouvement des pays non-alignés (MNOAL), le président cubain, Diaz Canel, s'est exprimé sur l'impact des politiques néfastes néolibérales, sur la fragilité « *d'un monde fracturé et excluant* ».

MONDIALISER LA SOLIDARITÉ

« *Si nous avions mondialisé la solidarité comme le marché l'a été, l'histoire serait différente* ». (source compte twitter de la présidence de Cuba). Il faut exiger que la prévention et la santé soient des biens communs à toutes les populations et non aux mains des marchés spéculatifs. C'est aussi poser la question de la fragilité des systèmes de santé, en France et en Europe, soumis au diktat de grands groupes et de la rentabilité financière de la santé.

Avoir une autre vision de ce pays, apprendre à connaître ses habitants, au-delà des clichés traditionnels et des paysages féériques, c'est tout l'enjeu des associations qui militent avec les nations.

En France, il existe plusieurs associations qui luttent contre le blocus cubain : France Cuba, les amis de Cuba, Cuba coopération France pour n'en citer que quelques-unes.

Association Loi 1901,
Cuba Coopération France -
32, rue Lénine - 94200 Ivry-sur-Seine
cuba.cooperation@orange.fr

France Cuba : francecuba.org

Les amis de Cuba : lesamisdecuba.com

Mireille Paume

FÊTE DE L'HUMANITÉ

Stand UCR-CGT - *Vie nouvelle*, un succès

La présence des retraités-CGT à la Fête de l'Humanité, cette année encore, a été marquée par des rencontres et des échanges fructueux.

La distribution du tract appelant aux journées d'action des 1er et 5 octobre, le débat autour des enjeux du syndicalisme, la nécessité de s'informer en lisant la presse CGT, furent le quotidien, empreint de fraternité et de convivialité, sur l'espace aloué au sein du forum social de la Fête. Merci à celles et ceux qui l'ont animé et fait vivre trois jours durant.

De nombreux camarades sont venus partager leurs expériences, leurs espoirs, voire découvrir le syndicalisme retraité et le magazine de l'UCR-CGT. Les militants présents sur le stand ont réalisé 32 abonnements à *Vie nouvelle*, 11 adhésions à la Cgt-Retraités et ont fait de belles rencontres. Un réel succès!

Rendez-vous est d'ores et déjà donné pour l'année prochaine.

© Allaoua Sayad

© Allaoua Sayad

© Vie nouvelle - BY

© Vie nouvelle - MM

© Vie nouvelle - BG

Vie nouvelle

MAGAZINE DE L'UNION CONFÉDÉRALE DES RETRAITÉS CGT

13,50 €

*Offre réservée aux nouveaux abonnés

Abonnez-vous !

Ou parrainez un(e) ami(e) !

Nom et prénom : ----------

Adresse : ----------

Dernière profession : ----------

Renvoyer ce bulletin accompagné du règlement (13,50 €)* à Vie nouvelle, 263 rue de Paris - 93515 Montreuil cedex

Le magazine fait par et pour les retraités

Informatique et liberté : En application de la loi du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification pour toutes informations vous concernant. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre ■

" C'est le moment de le faire connaître "

www.ucr.cgt.fr

Accélération des prix de l'alimentaire

Sur un an, les prix de l'alimentation ont augmenté de 1,3 %. Ceux des produits frais accélèrent nettement (+6,8 %), notamment les légumes (+11,3 %), les fruits (+4,2 %) et les poissons (+5,5 %).

Hors produits frais, la hausse des prix de l'alimentation se poursuit avec +0,4 % sur un an, notamment le pain et les céréales (+0,6 %). Par contre, celle des prix de la viande ralentie légèrement (+1,1 % après +1,2 %).

Poursuite de la hausse des prix de l'énergie sur un an

La hausse des prix de l'énergie accélère en août (+12,7 %, après +12,3 %). Celle des prix du gaz naturel et de ville se poursuit (+31,2 %, après +27,8 %). Concernant les prix des produits pétroliers, l'accélération se poursuit (+16,9 %, après +16,5 %). Quant aux prix de l'électricité, cela ralentie (+2,2 %, après +3,1 %).

Source Insee (15/09/2021)

Solidarité avec Yang Kyeung-soo

Après une manifestation pour moratoire des licenciements et mesure de protection des salariés pendant la crise sanitaire, le président de la Confédération coréenne des syndicats (KCTU) a été emprisonné.

La Corée a bien adopté la convention 87 de l'OIT sur la liberté d'association, mais ne s'y réfère pas et voudrait bien perturber les préparatifs d'une grève nationale organisée par la KCTU, le 20 octobre.

INFOS - BREVES

La précarité déborde encore en 2021

La 15e édition du baromètre de la pauvreté Ipsos/Secours populaire montre une fragilisation sociale encore plus étendue pour la deuxième année de crise sanitaire. Pour beaucoup, le retour à la normale n'est toujours pas en vue malgré le déconfinement : une majorité de personnes interrogées (55 %) connaissent dans leur entourage, familial ou amical, quelqu'un aux prises avec la pauvreté. Les privations s'aggravent : près d'un tiers de la population rencontre désormais des difficultés pour payer le loyer, un emprunt immobilier ou les charges du logement (+7 points). Pour la santé ou l'alimentation aussi, la situation se dégrade, en particulier pour les jeunes et les personnes dont le revenu mensuel net du foyer est inférieur à 1 200 €.

Ipsos a complété le baromètre par une enquête spécifique auprès de gens vivant sous le seuil de pauvreté. Ces derniers font part de leur « angoisse permanente du petit imprévu qui suffirait à les faire basculer *» : 64 % ne savent plus sur quelles dépenses faire des compromis, car ils ont déjà tout réduit. Une fragilité qui interroge, car près d'une de ces personnes sur deux (42 %) est salariée, avec 46 % d'entre elles en CDI.*

Près des deux tiers des Français sont prêts à venir en aide. Le Secours populaire déploie toute son énergie pour répondre aux différents besoins et à leur accroissement. En 2020, il a soutenu 2 millions de personnes sur le plan alimentaire, 200 000 pour les vacances, 80 000 pour l'accès aux soins, 50 000 pour la culture et les loisirs, 33 000 pour le maintien dans le logement…

Laïcité : zéro pointé

À grand renfort de publicité, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, promeut la laïcité. Gros problème, les affiches utilisées sous-entendent qu'intrinsèquement les prénoms, couleurs de peau et religions peuvent constituer des obstacles à la laïcité, au vivre ensemble. Sous prétexte de laïcité, cette campagne n'est qu'une opération politicienne destinée à récupérer des voix d'extrémistes de droite pour 2022.

UICN CONGRÈS MONDIAL DE LA NATURE Marseille

Après le congrès mondial de la nature à Marseille

Des rapports confirment le réchauffement climatique et son origine : le système de production capitaliste. La solution ne peut donc être qu'une rupture avec nos modes de production. C'est urgent car toutes les crises, y compris environnementales, affectent toujours en premier les populations les plus vulnérables. Œuvrer pour un développement humain durable est urgent. C'est possible et, ensemble, nous y parviendrons !

FIVA et ONIAM

Le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (Fiva) est reconnu pour son efficacité et a indemnisé près de 110 000 victimes. Le gouvernement voudrait le fusionner avec l'Organisme national d'indemnisation des accidents médicaux (Oniam) qui a un financement, des droits applicables, des façons de traiter les dossiers différents.

INFOS - BREVES

Haïti 2010-2021 : aux mêmes causes, les mêmes effets

Après le séisme meurtrier de 2010 et un grand élan de solidarité, Haïti a été abandonnée à la corruption et l'aide internationale détournée au profit de quelques financiers et prédateurs. Le gouvernement doit s'engager dans un véritable plan de développement, à long terme, d'aide en faveur du peuple haïtien, géré et contrôlé démocratiquement par la population du pays.

Loyers, augmentation non obligatoire

L'indice de référence des loyers (IRL) sert de base au calcul pour fixer le plafond de l'augmentation des loyers.

Sur le site service-public.fr, toutes les explications sont à dispositions ainsi qu'un simulateur.

Pour le logement social, l'IRL est de 0,46. C'est le conseil d'administration du bailleur social qui vote la révision des loyers. Cette révision peut être comprise entre 0 et 0,46.

Les associations de locataires participent à ces délibérations. N'hésitez pas à faire appel à elles, que vous soyez logés dans le parc privé ou dans le parc social.

Des aides pour le paiement du loyer existent :

- *L'aide personnalisée au logement (APL). Elle est octroyée à condition de ne pas percevoir plus qu'un certain plafond de ressources.*
- *L'allocation de logement familiale (ALF). Elle concerne principalement les personnes qui ont des enfants ou des ascendants à charge.*
- *L'allocation de logement social (ALS). Elle peut bénéficier aux personnes qui n'ont droit ni à l'APL ni à l'ALF.*
- *Le fonds de solidarité pour le logement (FSL). Il peut être demandé via le service social de proximité ou les bailleurs sociaux qui bénéficient de fonds spécifiques pour l'aide au paiement de la quittance.*

source : service-public.fr

ucr-actualités
bulletin d'information trimestriel de la cgt retraités

Origine du papier : Autriche.
Taux de fibres recyclées : 17 %.
Eutrophisation : Ptot 0,007 kg/tonne de papier.

Bulletin d'information trimestriel de l'Union confédérale des retraités CGT
Directeur de publication : Marc Bastide - Directeur de la rédaction : Mireille Paume - Secrétaire de rédaction : Corinne Scheidt - Réalisation graphique : Madiana Caldeira - Prix du numéro 2,50 € - Abonnement de soutien d'un an : 15 € - 263, rue de Paris 93515 Montreuil cedex - Tél. : 01 55 82 83 70 - e-mail : ucr@cgt.fr - Commission paritaire 0622 S 06446 - Dépôt légal à parution - ISSN 0248-0026 Impression : Rivet P. E. 24 rue Claude-Henri-Gorceix - 87022 Limoges cedex 9 - Tél. : 05 55 04 49 50

Faisons le point sur l'avenir dès aujourd'hui

Votre conseiller Macif vous accompagne pour répondre à vos besoins

Prenez rendez-vous en agence avec un conseiller Macif pour faire un bilan complet de votre situation actuelle.

MACIF

Essentiel pour moi

Crédit photo : Florian Küttler / Westend61 / GraphicObsession

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.